



Coronavirus

IL EST TEMPS DE DÉCONFINER L'INFORMATION À FRANCE TÉLÉVISIONS

Nous n'acceptons pas la pérennisation des pratiques « de crise » : elles dégradent la qualité de l'information et nos conditions de travail. L'exceptionnel doit le rester ! Nous n'accepterons pas davantage le retour au faux dialogue social.

Déjà 2 mois que nous sommes en mode « fortement dégradé ». Pour combien de temps encore ? Que restera-t-il des collectifs de travail et de notre relation avec notre public, après des mois de service minimum ?

Les antennes régionales et éditions mutualisées pendant le confinement ? C'était une nécessité pour préserver santé et sécurité, tout en assurant nos missions de service public.

A l'heure du déconfinement, notre exigence est de retrouver dès que possible toutes nos éditions linéaires et web, nationales, régionales, ultramarines, de proximité. Assez des « mutualisations » qui ne reflètent ni la réalité des territoires, ni le pluralisme des rédactions. Nous devons avoir les moyens éditoriaux, techniques et sanitaires adaptés à la situation. Il faut avoir comme objectif le retour aux éditions autonomes, avec une montée en puissance de leur production propre et une réduction progressive de la part des sujets mutualisés.

Dès les premiers jours de la crise sanitaire, le SNJ avait alerté sur le risque de crash éditorial (notre tract [à lire ici](#)). Malheureusement, les mauvaises habitudes de certaines hiérarchies ont perduré.

Notre exigence est de retrouver une qualité digne de l'information de service public. Assez de ces micro-trottoirs. Assez de ces sujets en violation de la déontologie : modules « économiques », autoportraits promotionnels de chefs d'entreprises, informations mal ou pas vérifiées.

A quand la mise en perspective des faits ? Pourquoi autant d'appels à la responsabilité individuelles des citoyens et si peu de questions sur la responsabilité des pouvoirs publics et économiques ?

Il faut aussi traiter l'actualité en dehors du seul phénomène covid19, au niveau international, national, régional ou local.

Notre exigence est de retrouver des conditions de travail acceptables. Il faut en finir avec la forte pression subie par les équipes de reportage, l'obligation de monter et de mixer en mode « boîte noire » ou dans les voitures, comme si ces salariés étaient des pestiférés. D'autres méthodes de travail doivent être mises en place !

Il faut un bilan du travail à domicile imposé aux salariés sans encadrement, ni suivi. Le SNJ a des retours indiquant des dépassements horaires importants, non compensés, des sollicitations tardives, le soir, de la part de l'encadrement, un empilement des tâches (TV radio internet), l'obligation d'utiliser du matériel personnel.

Enfin, notre exigence est que la direction respecte et écoute la parole des représentants du personnel. L'affaire du gel hydroalcoolique défectueux ne doit pas se reproduire : il s'est écoulé près de deux semaines entre la première alerte, venue des salariés de France 3 Côte d'Azur, et le retrait des produits décidé par la direction de France Télévisions ! C'est indécent et inquiétant. Cela illustre aussi l'inadaptation de son organisation centralisée et bureaucratique.

La direction de France Télévisions ne peut pas profiter de la crise sanitaire pour imposer définitivement des pratiques professionnelles dégradées et la remise en cause des accords d'entreprise. Le Covid-19 ne justifie en rien la casse des métiers et des emplois, en particulier ceux des salariés CDD et pigistes. Nous ne l'acceptons pas.

Nous exigeons un vrai dialogue social pour construire le plan de reprise de l'activité, qui doit être organisé site par site, avec un juste équilibre entre devoir d'informer et protection de la santé des salariés.

Paris, le 18 mai 2020